

CARNET DE LA MÉMOIRE

[39-45]

#1

REVUE ÉDITÉE PAR LE DÉPARTEMENT DE L'AISNE | OCTOBRE 2026



museeresistance.aisne.com



CARNET DE LA MÉMOIRE

**Musée de la Résistance
et de la Déportation de l'Aisne**

Une publication du Conseil
départemental de l'Aisne

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Pierre-Jean VERZELEN

COMITÉ DE RÉDACTION

Vincent DUPONT
Thibaut BOURGUIGNON
Amélie RAMETTE

ÉDITION, MISE EN PAGE

Laura THIEBAUT

IMPRESSION

iLLiCO by l'Artésienne

2

SUIVEZ
TOUTE L'ACTUALITÉ
SUR

MUSEERESISTANCE.AISNE.COM



4/7 ACTUALITÉ



8/21 HISTOIRE
**Les étrangers
dans la Résistance
axonaise**
Des acteurs méconnus
de la lutte contre
l'Occupation



**D'une guerre
à l'autre,**
Marc Bloch
dans l'Aisne



**Vers la nuit
et le Brouillard**
Déportés de l'Aisne
au KL-Natzweiler



Dévorés par la nuit
La mémoire du génocide
Tzigane de retour
sur le devant
de la scène

22/23 MÉMOIRE
**Aisne Terre
de Mémoire :
ceux de 40
à l'honneur**



24/27 COLLECTIONS
DÉPARTEMENTALES
La Libération de Paris
« à hauteur de rue »

28/29 ASSOCIATION



30/31 LECTURE

Défilé de la victoire du 3 septembre 1944 rue du Brouage à Chauny. Au premier plan se trouvent les pilotes alliés en civil qui étaient cachés par la résistance, et au second plan défilent Étienne Dromas, Jean Bruxelles et les principaux chefs de secteur du Groupement B des FFI. © Coll. des Amis du Musée





Pierre-Jean VERZELEN

Président
du Département de l'Aisne

Jeanne ROUSSEL

Vice-présidente
Politiques culturelles et touristiques

La **réhabilitation du Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Aisne** est un projet qui a été initié en 2023 dans le cadre du 80^e anniversaire de la Libération. Nous sommes heureux de vous présenter le **premier numéro** de ce carnet consacré à cet équipement et à l'histoire dont il est le porteur.

Assurer la survie et le renouvellement de ce musée, créé par d'anciens résistants, est un **devoir de mémoire** au regard des différents conflits qui ont marqué l'histoire de notre département. Nous voulons, à cette occasion, rappeler le rôle déterminant d'Étienne Dromas, ancien responsable des Forces Françaises de l'Intérieur de l'arrondissement de Laon au cours de la Libération, à qui l'on doit la création de ce musée en 1986 et la mise en place de l'association des Amis du musée de la Résistance et de la Déportation qui l'a fait vivre pendant près de 40 ans. et de la Résistance de l'Aisne.

Avec plus de 12 000 objets et documents dans ses collections, la plupart étant des dons des familles d'anciens résistants, ce musée est, au niveau national, l'un des plus richement dotés pour évoquer la période de la Seconde Guerre mondiale. La muséographie entièrement repensée porte la promesse d'**une expérience immersive** propre à séduire les visiteurs les plus exigeants. Elle offre, en outre, de nombreuses possibilités en termes de programmation événementielle et d'activités pédagogiques pour le jeune public. Ce projet s'inscrit, également pleinement, dans le déploiement du programme « **Aisne Terre de Mémoire** » qui valorise l'ensemble des sites axonais concernés par les grands conflits de l'époque contemporaine.

Au fil des pages de ce carnet, je vous invite à en découvrir plus sur le séjour dans l'Aisne du grand historien et résistant **Marc Bloch** qui a fait son entrée au Panthéon en juin dernier. Vous y découvrirez également le parcours de **trois résistants et déportés axonais** ainsi qu'un aperçu en avant-première des plus belles pièces des collections du Musée.

Bonne lecture à toutes et à tous et à bientôt pour (re)découvrir le Musée de la Déportation et de la Résistance de l'Aisne.



Lieu d'histoire, de transmission, de pédagogie et de réflexion citoyenne, le musée entre dans une nouvelle phase de son existence : celle d'un établissement modernisé, ouvert à tous les publics et tourné vers l'avenir, sans jamais perdre de vue les voix silencieuses qu'il porte.



UN MONUMENT INSCRIT DANS L'HISTOIRE AU CŒUR D'UN TERRITOIRE STRATÉGIQUE

L'écrin du musée n'est pas un bâtiment ordinaire. Détruit durant la Première Guerre mondiale, le village de Fargniers est reconstruit grâce à la Dotation Carnegie pour la paix internationale, autour d'une place circulaire inaugurée en 1928. Cet ensemble remarquable, incluant la salle municipale de 1925, est inscrit aux Monuments Historiques depuis 1998.

C'est dans cette salle, transformée puis adaptée aux besoins muséaux, qu'est installé le musée, et la réutilisation patrimoniale d'un tel lieu ne relève pas du hasard. Elle donne sens à la vocation du musée : ancrer la grande histoire dans des espaces concrets, marqués par la présence, les gestes et parfois les sacrifices de celles et ceux qui ont vécu la guerre.

Les travaux menés depuis 2021 par le Département ont permis de restaurer le bâtiment tout en respectant son architecture d'origine, de magnifier ses volumes et de le transformer en un espace muséal harmonieux, accessible et modernisé, dédié à l'histoire des résistants et déportés de l'Aisne.

D'UN ENGAGEMENT ASSOCIATIF À UN MUSÉE DÉPARTEMENTAL : UNE CONTINUITÉ ASSUMÉE

Fondé en 1986, le musée est avant tout le fruit d'un engagement humain. Durant près de quarante ans, une association de résistants, de déportés et de leurs proches a porté ce projet et fait vivre l'établissement. Ils y ont consacré temps, énergie, souvenirs et confiance, convaincus de la nécessité de transmettre ce qu'ils avaient vu, combattu, enduré.

À l'origine de cette aventure, un homme : Étienne Dromas, figure de la Résistance axonaise, blessé lors de la campagne de 1940, engagé dans l'aide aux aviateurs, les sabotages, mais aussi le renseignement avec le réseau Samson, et qui dirigera le Groupement B des FFI de l'Aisne en 1944. Dès 1945, il nourrit l'idée de créer un lieu dédié à la Résistance et à la Déportation. L'exposition organisée en 1964 à Chauny et l'enthousiasme de la population, notamment des enfants, le confortent dans sa conviction.

Le musée de 1986 résulte de cette volonté opiniâtre. Les objets rassemblés par Étienne Dromas – près de 90 % des collections initiales – sont rejoints par de nombreux dons d'anciens résistants, tandis que l'ancienne salle municipale de Fargniers est mise à disposition grâce à un solide réseau de solidarités institutionnelles et humaines.

La prise en charge du musée par le Conseil départemental ne rompt pas cette histoire ; elle l'inscrit dans la durée. Elle garantit un avenir à ce patrimoine, offre un cadre scientifique et institutionnel stable et ouvre la voie à de nouvelles ambitions muséales. Les valeurs fondatrices – fidélité à la mémoire, rigueur historique, engagement citoyen – demeurent au cœur du projet.





UN CHANTIER DE RÉNOVATION D'AMPLEUR : RESTAURER, CONSERVER, TRANSMETTRE

6

Les travaux engagés ont profondément transformé le musée : mise aux normes de sécurité, accessibilité accrue, restauration de la grande salle et des façades, modernisation des circulations et des espaces d'accueil. L'aménagement scénographique, confié en 2022 à l'Atelier Lab à la suite d'une étude préalable menée en 2021, a entièrement repensé l'organisation des salles, l'éclairage, les dispositifs multimédias et la valorisation des collections.

Parallèlement, le Département a conduit un travail fondamental mais invisible en collaboration avec la Direction régionale des affaires culturelles. Un vaste chantier des collections a en effet permis d'entreprendre le récolement, l'inventaire, la restauration d'objets fragilisés, la modernisation des conditionnements, l'étude des objets et de leur histoire. Ces opérations, souvent méconnues du public, sont pourtant essentielles. Elles permettent de garantir la pérennité d'un ensemble patrimonial exceptionnel de plus de 12 000 objets et documents reconnus « Musée de France ».

Des artefacts emblématiques – tenues de déportés, armes de maquis, systèmes de sabotage, archives clandestines, objets saisis aux Allemands, tel le porte-documents d'Hermann Göring – ont bénéficié d'une attention particulière. Ces témoins matériels de l'histoire seront désormais exposés dans des conditions optimales de conservation et de médiation.



UN PARCOURS MUSÉOGRAPHIQUE RENOUVELÉ : COMPRENDRE, RESSENTIR, RÉFLÉCHIR

La rénovation du musée a été l'occasion de repenser toute la scénographie pour la rendre plus pédagogique, plus immersive et plus accessible. La visite proposée débutera ainsi dans la grande salle entièrement restaurée avec la projection de deux films originaux. Le premier retrace les combats de mai-juin 1940 dans l'Aisne, l'effondrement militaire, l'exode et les violences de la bataille de France dans le département. Quant au second, il replace les événements de l'Aisne dans le cadre plus vaste d'un conflit planétaire : montée des totalitarismes, effondrement de 1940, génocide des Juifs, résistances européennes, débarquements alliés, fin de la guerre et fondation de l'ONU. Ces deux productions audiovisuelles constituent des jalons essentiels pour la compréhension globale des enjeux du conflit.

Les visiteurs pourront ensuite se déplacer au sein de l'exposition permanente qui, de l'invasion de 1940 à la Libération, retracera le destin de l'Aisne plongé dans la guerre : combats acharnés et exode, quotidien sous l'Occupation marqué par les pénuries, le

contrôle et les persécutions, essor des réseaux de Résistance et des maquis, puis répression implacable, arrestations et déportations touchant résistants et familles juives. L'été 1944 voit enfin l'action conjointe des FFI et des Alliés libérer le département et mettre fin à quatre années de domination allemande. Des dioramas illustrant des scènes de vie sous l'Occupation, de parachutage d'armes ou d'aide aux aviateurs alliés viendront en outre illustrer ce cheminement pour le rendre plus immersif, et des dispositifs numériques permettront enfin une médiation accessible et interactive s'appuyant sur des témoignages audio et des archives numérisées.

Croisés à ce parcours permanent, vingt-et-un portraits d'hommes et de femmes émailleront tout le parcours muséographique et permettront de mieux comprendre la diversité des engagements et des destins axonais entre 1940 et 1944. Les visiteurs pourront ainsi découvrir ou redécouvrir les parcours de François Morel, jeune as de l'aviation dont l'héroïsme se termine tragiquement au-dessus de

l'Aisne, de Jeanne Jauquet, infirmière et « Juste parmi les Nations », modèle d'audace et de solidarité, de Marceau Faucret, Compagnon de la Libération, membre fondateur du musée, ou encore de Raymonde Fiolet, figure de la Résistance soissonnaise.

Ces récits incarnés donnent chair à l'histoire et permettent une approche sensible, complémentaire des explications historiques.

Le parcours de visite se conclura sur un film spécifique retraçant l'aventure humaine du musée : des premiers projets d'Étienne Dromas aux actions des résistants qui l'ont accompagné, des difficultés des années 1990 à l'essor des médiations scolaires dans les années 2000. Il rappelle le rôle décisif joué par des personnalités telles que Robert Lebrun, Roger Charbonnier ou Benoît Guérin, héritier direct de l'engagement fondateur. Ce film souligne la continuité entre les pionniers du musée et l'action actuelle du Département, mais aussi la force d'un collectif : celui qui, depuis 1945, a voulu que la mémoire des résistants et déportés de l'Aisne demeure vivante et transmise.

7



UN MUSÉE POUR L'AVENIR : UN NOUVEL ESPACE CULTUREL DÉPARTEMENTAL

Au-delà de la rénovation, la réouverture du musée marque la naissance d'un véritable équipement culturel moderne, doté d'espaces pédagogiques, d'une programmation annuelle (rencontres, conférences, expositions temporaires) et d'une ambition éducative forte. L'objectif : faire du musée un lieu de citoyenneté, où l'histoire nourrit la réflexion contemporaine.

Scolaires, familles, chercheurs, visiteurs de passage, acteurs associatifs ou

artistiques : le musée s'adresse à tous. Il devient un lieu de débat, d'échanges, de création, où l'histoire de la Seconde Guerre mondiale éclaire les enjeux du présent – vigilance démocratique, lutte contre la haine, défense des valeurs républicaines. En cela la réouverture du Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Aisne marque une étape majeure dans la restitution, l'étude et la transmission de cette histoire essentielle. Lieu de connaissances, d'émotions et

de citoyenneté, il s'inscrit dans la fidélité aux fondateurs tout en offrant une vision renouvelée, pédagogique et ouverte à tous. En redonnant voix aux témoins, aux anonymes comme aux figures emblématiques, en valorisant des objets chargés d'histoire et en inscrivant la Seconde Guerre mondiale dans un récit territorialisé mais universel, le musée affirme sa vocation : aider chacun à comprendre le passé pour mieux éclairer le présent.



LES ÉTRANGERS DANS LA RÉSISTANCE AXONAISE : DES ACTEURS MÉCONNUS DE LA LUTTE CONTRE L'OCCUPATION

8

ZANNI LOUIS

Depuis sa création en 1961, le Concours National de la Résistance et de la Déportation (CNRD) a pour vocation de transmettre aux jeunes générations la mémoire de la Résistance et de la Déportation, afin qu'elles en tirent des enseignements civiques pour leur vie actuelle. Chaque année, des centaines de collégiens et lycéens axonais y participent, encadrés par leurs enseignants.

Pour l'édition 2026-2027, le thème retenu - « *Les étrangers dans la Résistance* » - invite à explorer une facette méconnue de la lutte contre l'Occupation dans le département de l'Aisne. Mais qui étaient ces étrangers qui ont choisi de résister aux côtés des Français ? Pourquoi se trouvaient-ils dans l'Aisne ? Et comment leur présence a-t-elle marqué l'histoire locale de la Résistance ?

DES ÉMIGRÉS VENUS RECONSTRUIRE UN PAYS

À la fin de la Première Guerre mondiale, le département de l'Aisne est un champ de ruines : près de 90 % de son territoire est dévasté, et sa population, réduite à 196 700 habitants, doit faire face à une reconstruction titanesque.

Pour relancer l'économie, dépolluer les terres et rebâtir les villes, la main-d'œuvre manque cruellement. Dès la réouverture des frontières le 10 juin 1919, des travailleurs belges, italiens, polonais, espagnols et portugais arrivent

dans la région. Beaucoup, initialement embauchés comme saisonniers, finissent par s'installer durablement.

En 1931, on dénombre ainsi 41 000 résidents étrangers dans l'Aisne, qui s'intègrent souvent difficilement, mais progressivement, à la société locale.

Les résistants étrangers de l'Aisne proviennent principalement d'Europe (Belgique, Pays-Bas, Pologne, Yougoslavie, Italie, Espagne) et, dans une moindre

mesure, d'Afrique du Nord.

Leur présence, souvent liée à des métiers manuels - agriculture, sylviculture, industrie ou artisanat -, les place en première ligne lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate.

Généralement autorisés à circuler pour travailler, ces étrangers disposent d'une mobilité stratégique qui en font des acteurs discrets mais efficaces de la Résistance.

Défilé de la victoire des groupes de résistants
rue du Brouage à Chauny le 3 septembre 1944
©Arch. dép. Aisne 2 Fi 522



QUELLES MOTIVATIONS POUR RÉSISTER À L'OCCUPANT ?

Mais sur quelles motivations repose leur engagement ? On observe que pour beaucoup, la résistance est un acte de défense de leur territoire de vie, qu'ils considèrent comme le leur, au même titre que les Français. Intégrés dans les villages et les villes, ils partagent le quotidien des Axonais et subissent les mêmes contraintes : réquisitions, Service du Travail Obligatoire (STO), persécutions. Certains, comme les Italiens ou les Espagnols, ont déjà fui des régimes oppressifs dans leur pays d'origine et voient dans la lutte contre le nazisme une continuation de leur combat pour la liberté.

En définitive, comme l'a souligné l'historien François Marcot, ces résistants *« ont appartenu à la Résistance française de la même manière et avec les mêmes motivations que les citoyens français »*. Leur engagement est celui de tous ceux qui jugeaient l'occupation insupportable, quelles que fussent leurs origines.

DES ACTEURS DE LA VIE ÉCONOMIQUE ET DE LA RÉSISTANCE

Leur intégration économique et sociale se reflète dans la diversité de leurs métiers, qui leur offrent une couverture idéale pour des actions clandestines. Dans les zones rurales, comme au Chemin des Dames ou autour de la forêt de Vauclair, les Polonais et Yougoslaves travaillent à la remise en culture des terres ou à l'abattage des bois.

À Corbeny, Joseph Jeziorski, Joseph Mackovic, Marius Radoswick ou encore l'Espagnol Louis Solbes, font partie du groupe de résistance local. À Craonne, Marceau Bonnet compte dans ses rangs Jean Saronja et François Zaborowski, tandis qu'à Bouconville-Vauclair, Lucien Borniche s'appuie sur les frères André et Pierre Janocha ainsi que sur Romain Sobinsky.

Autour de la forêt de Saint-Gobain, terrain propice aux maquis, des résistants d'origine étrangère mènent des actions de ramassage d'armes et de sabotage. À Coucy-la-Ville, les frères Jules et Edmond Anczykowski, tous deux ouvriers agricoles polonais sont parmi les plus jeunes, tandis qu'à Coucy-le-Château on trouve les frères slovènes Pierre et Dragostin Sereer, mais aussi les frères italiens Orestino et Léon Spinelli. Ce dernier participe au ramassage des armes et prend part aux sabotages avant de rejoindre les Alliés en Normandie en juillet 1944. Engagé au BCRA, il participera au plan Proust destiné à effectuer des missions de renseignement derrière les lignes allemandes au profit des troupes américaines.

À Saint-Gobain, le Belge Georges Frerlet organise un maquis et un groupe de résistants, tandis que son épouse, Henriette, est arrêtée par la Gestapo avant d'être libérée par les Américains. À Barisis-aux-Bois, un maquis se constitue en 1944 avec la participation de plusieurs résistants étrangers, comme Pierre Huybechts (verrier belge) ou Jean Penone (maçon italien), qui organisent des transports d'armes et des sabotages.

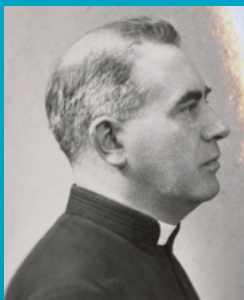
Les résistants étrangers de l'Aisne participent par ailleurs à toutes les formes de lutte contre l'occupant. Certains se spécialisent dans le renseignement, comme Jean Hoogland, Néerlandais, qui collecte des informations sur le camp de Samoussy et aide 125 ouvriers réfractaires au STO à se cacher. L'ingénieur civil norvégien Henri Peeters, quant à lui, aide des prisonniers français à passer la zone interdite à Manicamp avec l'aide de son fils, et participe à des sabotages de ponts et d'écluses. Depuis leur café-tabac de Beaumont-en-Beine, la famille Zanni — Gilberte, Louis et leur fils Berto — cache des aviateurs américains, aidée par le bûcheron italien Attilio Rota.

Dans les zones urbaines et périurbaines, comme à Chauny, des Belges et Néerlandais s'illustrent dans les réseaux de renseignement tandis que Désiré Vandegucht, chauffeur livreur, et son fils Pierre ravitaillent le maquis de Béthancourt-en-Vaux. À Caillouël-Crépigny, Marcel Delauw, comptable belge, et son épouse Jeannine, dirigent un réseau presque entièrement composé de Belges et de Néerlandais, avec l'aide du curé Henri Deen, qui fournit de fausses cartes d'identité et d'alimentation aux aviateurs alliés en fuite (son frère, Guillaume Deen, curé de Béthancourt-en-Vaux, sera lui aussi résistant).

Les origines professionnelles des résistants étrangers, loin d'être cantonnées à certains métiers, sont en fait très variées, puisqu'on y trouve également les charcutiers de Villequier-Aumont et de Charmes, Henri Papinutti et Jean Ouloski, tout comme Étienne Koudlanski, bottier à La Fère, Eugène Terni, sous-chef de bureau à Viry-Nouveau, ou encore Edouard Stocklin, préparateur en pharmacie à Villequier-Aumont.



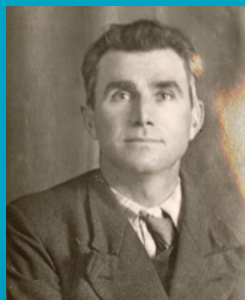
ABSLEM MOHAMED



DEEN HENRI



DELAUW MARCEL



FRERLET GEORGES



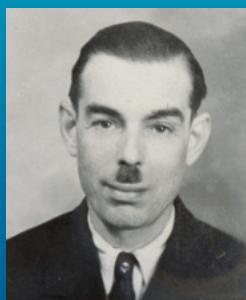
GIORGETTI MAURICE



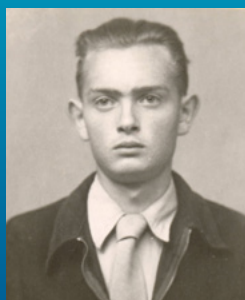
GIORGETTI PIERRE



HOGLAND JEAN



HUYBECHTS PIERRE



JANOCHA ANDRÉ



JANOCHA PIERRE



JEZIORSKI JOSEPH



MACKOVIC JOSEPH



PAPINUTTI HENRI



PEETERS HENRI



PEETERS JEAN

DES RÉSISTANTS DANS LA LIBÉRATION

Les sabotages sont également une des missions de ces résistants. À Septvaux, les bûcherons italiens Joseph Pizzorno et Joseph Vasketti sabotent des panneaux routiers et abattent des arbres pour entraver la circulation des troupes allemandes.

Dino Vandrolini fait de même à Folembay tandis qu'à Barisis-aux-Bois, Pierre Huybechts et Jean Penone organisent des coupures de lignes téléphoniques.

Les parachutages sont aussi une autre mission périlleuse à laquelle participe par exemple Louis Sigler Lopez, jeune bûcheron espagnol rattaché à l'équipe de sécurité du terrain de parachutage « Fanfare » de Fresnes-en-Tardenois.

À Deuillet, les frères italiens Pierre et Maurice Giorgetti, ainsi que Victor Tagliaferi et son fils André, participent eux aussi à des parachutages et des sabotages aux côtés du peintre chinois Jean Wang, avant de prendre part à la libération de leur village.

Certains y laisseront cependant la vie, à l'image de Marcel De Wael, un jeune Belge de 22 ans, qui trouve la mort lors du

massacre de Fontaine-Notre-Dame le 27 août 1944 en allant récupérer un parachutage.

Malheureusement, plusieurs d'entre eux paient en effet le prix ultime de leur engagement. Mohamed Abslem, résistant nord-africain de 26 ans, est tué le 1^{er} septembre 1944 à Barisis-aux-Bois. Le même jour, Abdelkader Ali Cherif, Algérien de 28 ans, est fusillé à Blérancourt.

Le lendemain, Bernardo Roldan, mouleur espagnol de 32 ans, meurt dans les combats de la Libération de Saint-Quentin.

Au nord du département, à Molain, Laurent Ort, un résistant belge de 41 ans, est également tué au combat.

Enfin, il existe également un cas particulier : celui du maquis russe d'Erloy. Le 11 août 1944, un train de prisonniers russes est bombardé à Marle, permettant à de nombreux hommes de s'évader. Recueillis par le groupe de l'Organisation de Résistance de l'Armée (ORA) d'Erloy, ils forment un maquis d'une centaine d'hommes qui participe, bien que faiblement armé, aux combats de la Libération dans la vallée de l'Oise.



PENONE JEAN



PIZZORNO JOSEPH



RADOSWICK MARIUS



ROTA ATTILIO



SARONJA JEAN



SEREER DRAGOSTIN



SEREER PIERRE



SOLBES LOUIS



SPINILLI LÉON



SPINILLI ORESTINO



TAGLIAFERRI VICTOR



VASKETTI JOSEPH



WANG JEAN



ZABOROWSKI FRANÇOIS



ZANNI BERTO

DES VOLONTAIRES ÉTRANGERS DÈS 1940

Même s'ils n'ont pas lutté dans la clandestinité, ils ont voulu résister au nazisme et certains d'entre eux le firent dès 1936 : les volontaires étrangers engagés dans la Légion étrangère. Polonais, Russes, Républicains espagnols, antifascistes, Juifs apatrides d'Europe de l'Est, ils furent plusieurs milliers à se porter volontaires pour défendre le pays de la Liberté en 1940. Dans l'Aisne on les retrouve dans des régiments tels que le 12^e régiment étranger d'infanterie et le 23^e régiment de marche de volontaires étrangers, ou se distinguent dans la défense du Chemin des Dames puis du Soissonnais.

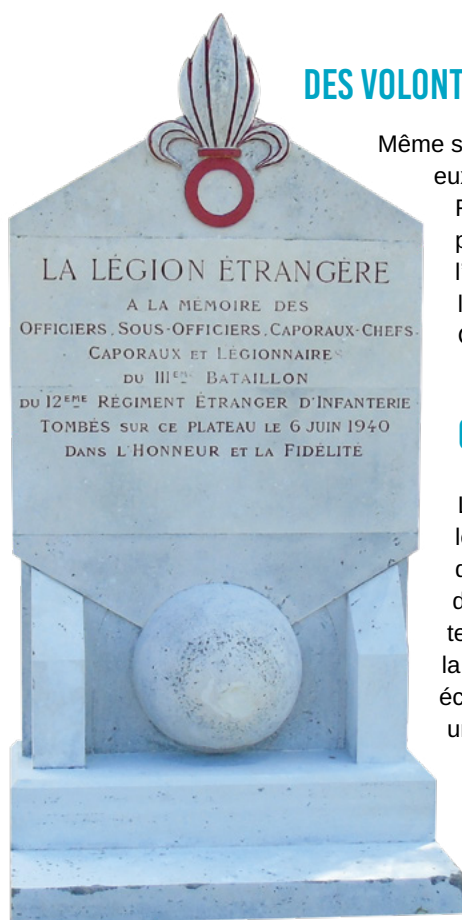
CONCLUSION

L'histoire des étrangers dans la Résistance axonaise révèle une double réalité. D'une part, leur présence, initialement liée à la reconstruction post-1918, les a ancrés durablement dans le département. D'autre part, leur participation active à la Résistance, aux côtés des Français, démontre qu'ils se considéraient comme des citoyens à part entière de leur territoire d'adoption. Leur engagement illustre l'universalité des valeurs de la Résistance : la défense de la liberté, la solidarité et le refus de l'oppression. Leur mémoire, trop souvent éclipsée, mérite d'être réhabilitée — non seulement comme un hommage, mais aussi comme un exemple pour les générations futures. Alors que le CNRD 2026-2027 met à l'honneur les étrangers dans la Résistance, leur histoire dans l'Aisne rappelle que la lutte pour la liberté dépasse les frontières.

Vincent DUPONT

Docteur en Histoire contemporaine

Monument du III/12^e REI à Aizy-Jouy (02)





12

D'UNE GUERRE À L'AUTRE, MARC BLOCH DANS L'AISNE

Le 23 juin 2026, Marc Bloch a rejoint le Panthéon, honorant ainsi la mémoire d'un homme dont la vie fut un combat : celui de la connaissance, de la critique historique, mais aussi de la défense de la patrie. Parmi les grands noms de l'histoire française, le sien résonne avec une singularité : celle d'un médiéviste devenu soldat, puis résistant, dont l'œuvre fut nourrie par l'expérience concrète et douloureuse des champs de bataille. En effet, comme il l'écrit dans *L'Étrange Défaite* :

« Mon destin, commun, sur ce point, avec celui de presque toute ma génération, m'a jeté, par deux fois, à vingt et un ans d'intervalle, hors de ces paisibles chemins. »

Cette phrase résume à elle seule le parcours de Bloch : deux guerres, deux passages dans l'Aisne, et une réflexion historique forgée dans l'épreuve. Sergent en 1914, adjudant en novembre de la même année, puis sous-lieutenant en 1916, il combat au Chemin des Dames (1917) avant de revenir, en 1939-1940, comme officier du 4^e bureau de la 1^{ère} armée à Bohain-en-Vermandois. Ces expériences, observées avec le regard de l'historien, deviendront la matière première de *L'Étrange Défaite*, où il analyse sans concession les causes de la débâcle de 1940.

L'AISNE, 1914-1918 : L'APPRENTISSAGE DE LA GUERRE MODERNE

Il est important tout d'abord de revenir sur les deux conflits mondiaux qu'il a traversés, comme beaucoup d'hommes de sa génération, afin de comprendre son engagement et les épreuves qui ont nourri sa réflexion. En août 1914, Marc Bloch, jeune professeur au lycée d'Amiens, est mobilisé comme sergent au 272^e régiment d'infanterie et combat dans la Marne puis en Argonne. Promu adjudant le 5 novembre 1914, il rejoint en juin 1915 la 4^e compagnie du 72^e régiment d'infanterie. En avril 1916, il est nommé sous-lieutenant et commande une section de la 3^e compagnie, puis de la 2^e compagnie du 72^e RI à partir du 9 mai 1916. Il combat ainsi dans la Somme avant d'être envoyé en Algérie, dans le Constantinois, pour des opérations de maintien de l'ordre.

C'EST DANS LE SECTEUR DE CERNY-LA BOVELLE QUE MARC BLOCH DÉCOUVRE L'AINSE ET LE CHEMIN DES DAMES...

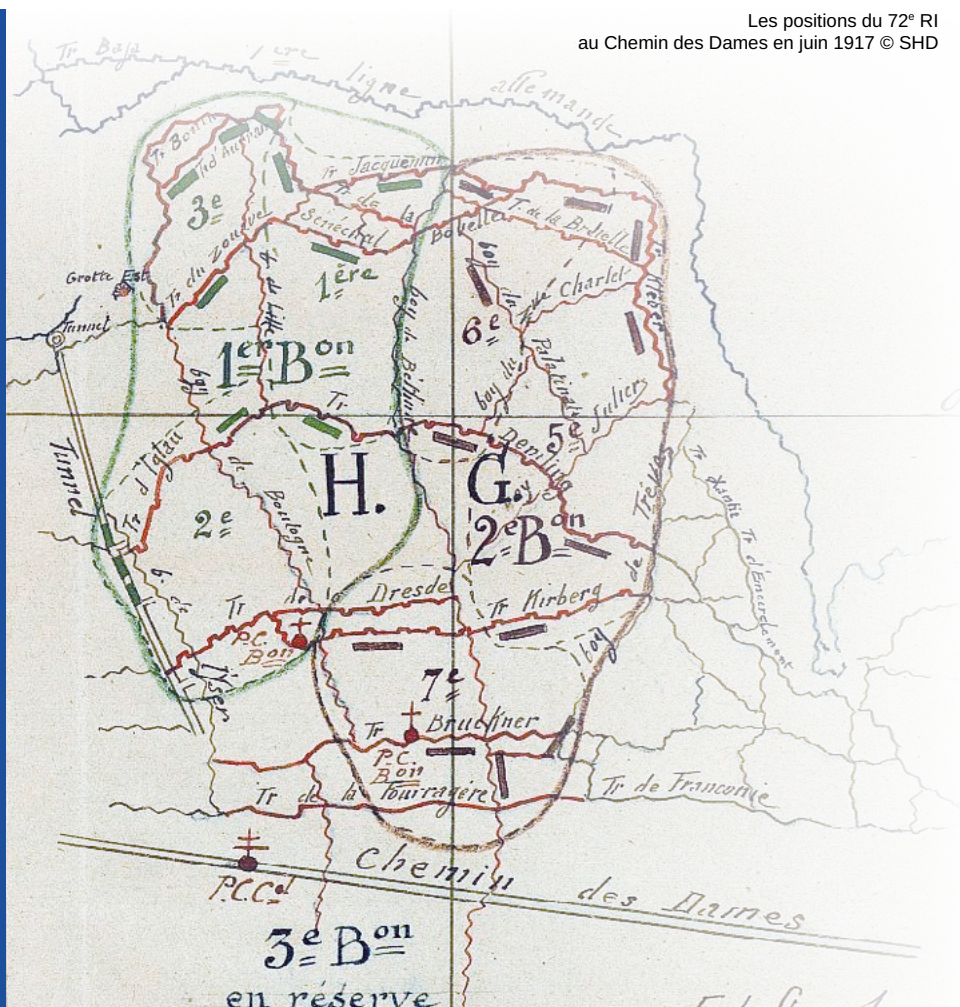
... au printemps 1917, après un bref passage près de Saint-Quentin. Après l'échec de l'offensive d'avril 1917, ce champ de bataille est toujours le théâtre d'intenses affrontements plus ciblés que l'on a appelé « la bataille des observatoires ».

Il est ainsi aux premières loges, les 28 et 29 juin, quand son régiment subit des attaques de *Sturmtruppen* (troupes d'assaut allemandes) soutenues par des bombardements intenses.

Loin de taire ses capacités d'analyse d'historien, son expérience de la guerre nourrit sa réflexion sur certains aspects du conflit, lui qui devient officier de renseignement régimentaire.

Méticuleux, il rédige des rapports détaillés sur son unité, notant avec précision les mouvements de troupes et les réactions des soldats, tandis que ses carnets personnels révèlent également ses promenades matinales dans les premières lignes et son quotidien entrecoupé d'attaques et de relèves.

Les positions du 72^e RI
au Chemin des Dames en juin 1917 © SHD



13

Dans ce contexte, il constate notamment la puissance des rumeurs : en septembre 1917, un soldat allemand est fait prisonnier au cours d'une patrouille sur l'Épine de Chevreigny, et déclare être originaire de Brême, en Allemagne. Envoyé vers l'arrière, le bouche-à-oreille au sein de la troupe produit une rumeur qui se propage comme une traînée de poudre. Bloch en tirera plus tard une réflexion sur la naissance de ces phénomènes, qu'il développera dans son article « *Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre* » (1921) :

Une curieuse histoire arriva peu à peu à nos oreilles [...] : « Ces Allemands ! Quels organisateurs merveilleux ! Ils avaient partout des espions. On fait un prisonnier à L'Épine de Chevreigny ; qui trouve-t-on ? Un individu qui, en temps de paix, était établi commerçant à quelques kilomètres de là : à Braisne ».

Promu lieutenant le 5 septembre 1917, Bloch est cité à l'ordre de la 87^e division d'infanterie le 17 novembre 1917 pour son courage et son sang-froid : « *Excellent officier de renseignement. [...] Son observatoire ayant été renversé par un projectile ennemi et soumis à un tir d'obus spéciaux, a continué néanmoins son service en se tenant à découvert dans la tranchée, donnant ainsi à son personnel un bel exemple de courage.* »

Son régiment est ensuite envoyé en Champagne, puis il revient à nouveau dans l'Aisne en mai 1918, quand le 72^e RI se distingue à Montgobert en contribuant à repousser l'offensive allemande, et enfin au cours de la contre-offensive du 18 juillet 1918 à Villemontoire. Marc Bloch finit la Grande Guerre au grade de capitaine à titre temporaire, adjoint au chef de corps, et rien ne laisse alors présager qu'une autre guerre le rappellera dans ce département.



Marc Bloch en 1916 © Arch. famille Bloch

1939-1940 : BOHAIN-EN-VERMANDOIS, LE THÉÂTRE DE L'EFFONDREMENT

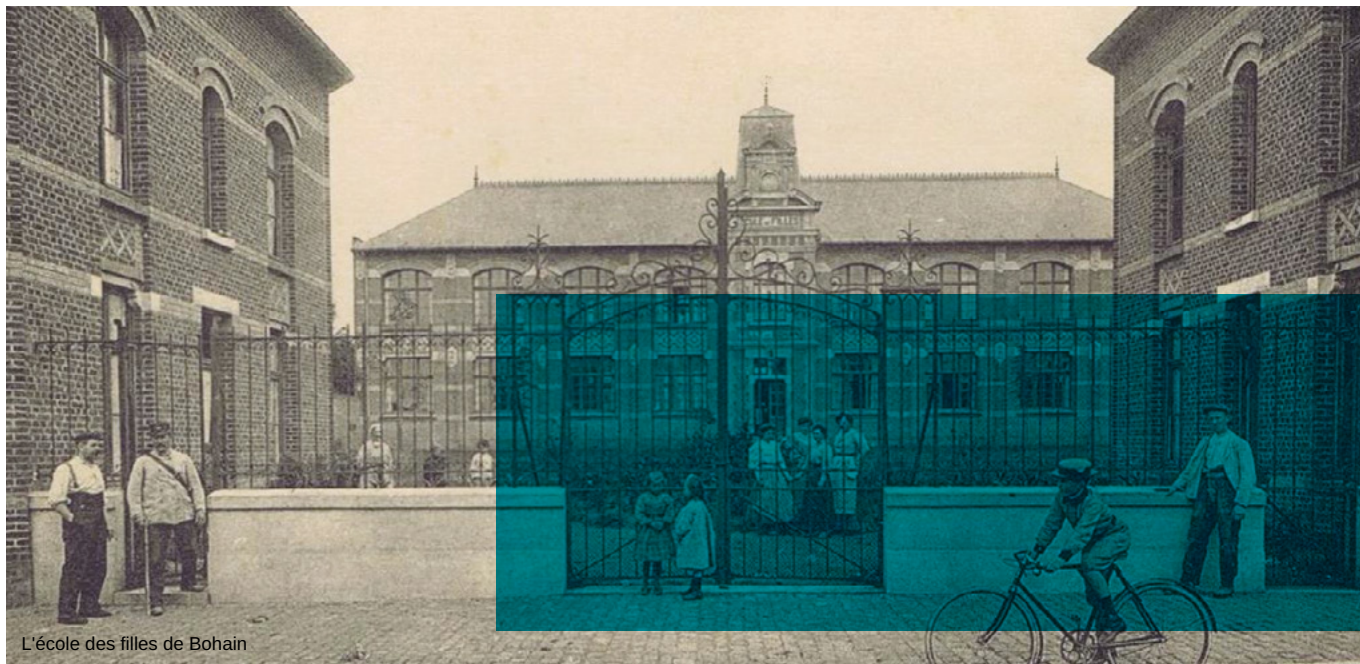
En août 1939, Marc Bloch a 53 ans quand l'ordre de pré-mobilisation l'appelle pour la seconde fois de sa vie sous les drapeaux, et malgré son âge, il ne se dérobe pas, conscient de son devoir envers la France, tout comme en 1914 :

« En 1939, je me suis laissé maintenir en activité, malgré mon âge et mes six enfants, qui m'avaient, depuis longtemps, donné le droit de pendre au clou mon uniforme. »

Affecté à l'état-major de la 1^{ère} armée, il rejoint Bohain-en-Vermandois où il est logé à l'école des filles. C'est de là qu'il va vivre et observer, avec l'esprit critique de l'historien qui le caractérise, toute la période que l'on a appelée la « drôle de guerre ».

D'abord officier de liaison avec les forces britanniques, il est rapidement versé au 4^e bureau, chargé du ravitaillement en essence. Une tâche ingrate, qu'il décrit avec ironie :

« Jour après jour, à recenser des bidons ou à calculer, au compte-gouttes, des allocations d'essence, j'eus de nouveau, peut-être à tort, le sentiment que ce que je pouvais posséder de forces intellectuelles et d'esprit d'entreprise n'était pas trop bien employé. »



L'école des filles de Bohain

De Bohain-en-Vermandois, Bloch observe surtout une armée française prisonnière de ses schémas ainsi qu'il le confiera quelques mois plus tard dans son *Étrange défaite* : l'ennui des longs mois d'hiver 1939-1940, mais aussi l'incapacité du commandement à s'adapter. Dans cet ouvrage phare pour comprendre la campagne de 1940, il écrit ainsi :

« Nos chefs de 1940 ? Des généraux de corps d'armée ou d'armée, qui avaient fait la dernière guerre comme chefs de bataillon ou colonels. [...] Tous, à des degrés divers, restaient dominés par leurs souvenirs de la campagne de la veille. »

Témoin de premier plan de la défaite, de la Belgique jusqu'à Dunkerque, Marc Bloch observe à son niveau la submersion du front par l'armée allemande, et la désorganisation qui en découle : routes encombrées, unités disloquées, réfugiés mêlés aux colonnes militaires.

À Dunkerque au début du mois de juin 1940, il voit la ville en ruines et en est profondément marqué :

« Je conserve un souvenir aigu de la ville en décombres, avec ses façades creuses, sur lesquelles flottaient de vagues fumerolles et, épars parmi ses rues, moins des cadavres que des débris humains. »

C'est sans doute dans ce chaos que son naturel reprend le dessus et le pousse à comprendre les causes profondes de la défaite à la lumière de ce qu'il a pu observer.

En effet, quelques mois plus tard, quand il rédige *L'Étrange Défaite*, il en attribue d'emblée la responsabilité à l'incapacité du commandement, mais plus largement, à une paresse intellectuelle des élites :

« Nos soldats ont été vaincus [...] parce que nous pensions en retard. »

DE LA GRANDE GUERRE À L'ÉTRANGE DÉFAITE : LA GUERRE COMME LABORATOIRE HISTORIQUE

À la lecture de *L'Étrange Défaite*, on constate rapidement chez Marc Bloch combien l'expérience vécue nourrit la réflexion, une méthode qu'il semble avoir esquissée lors de la Première Guerre mondiale, puis forgée par l'expérience menée avec Lucien Febvre avec les Annales durant les années 1920 et 1930. Son approche, déjà perceptible au lendemain de la Première Guerre mondiale, semble ainsi reposer sur plusieurs aspects : l'observation directe des comportements des soldats et du commandement, un esprit critique aiguisé mais toujours étayé sur l'incompétence du haut commandement, sans oublier l'analyse des mécanismes sociaux.

Ces principes qu'il a appris au fil des années, il les applique naturellement aux événements de 1940 dont il est témoin. Dans *L'Étrange Défaite*, il ne se contente donc pas de raconter : il dissèque avec méthode. Il montre comment : « *La transmission des renseignements s'opérait fort mal, tant de bas en haut que haut en bas.* », et comment : « *Les officiers de troupe [...] avaient été formés à la même école, en somme, que leurs camarades des états-majors.* » Fort de ses deux expériences de la guerre, pourtant séparées par vingt ans, il révèle une constante : l'incapacité de l'armée française à tirer les leçons du passé, utilisant régulièrement des comparaisons avec la Première Guerre mondiale pour éclairer ses conclusions sur la campagne de 1940. Dans *L'Étrange Défaite*, il écrit ainsi :

« *Qui s'en étonnera ? [Les chefs de 1940] restaient dominés par leurs souvenirs de la campagne de la veille. [...] Tout les portait à imaginer que pour gagner la nouvelle guerre, il suffisait d'éviter les fautes qui avaient failli faire perdre la précédente.* »

En définitive, acteur et témoin des deux conflits mondiaux, en particulier dans l'Aisne, Marc Bloch pointe parfaitement du doigt que l'échec vient du manque d'adaptation, d'une armée, d'un pays, d'une société. En cela *L'Étrange Défaite* n'est justement pas seulement un récit de campagne : c'est une analyse sociétale, où il dénonce l'isolement des élites, la routine intellectuelle, et à de nombreuses reprises l'absence de coordination entre les services qui, on le perçoit, a le don de l'excéder entre 1939 et 1940.

Convaincu que ce qui a, selon lui, causé la défaite repose sur des raisons plus profondes, il écrira enfin dans son « *examen de conscience d'un Français* », telle une prophétie : « *Quel que puisse être le succès final, l'ombre du grand désastre de 1940 n'est pas près de s'effacer* ». Prophétique, cette phrase pointe du doigt le malaise qui touche encore parfois la société quand le sujet de 1940 est abordé, malaise qui est trop souvent maladroitement balayé en France par la production de films comiques...

DE LA DÉFAITE À LA RÉSISTANCE

La défaite de 1940 ne sera pas une fin mais un déclencheur pour Marc Bloch, qui rédigera également à la suite de *L'Étrange défaite*, son *Apologie pour l'Histoire ou Métier d'historien*, éclairé par un esprit critique abondamment nourri par les conclusions faites lors de son passage à Bohain-en-Vermandois et durant toute la campagne. Son analyse semble avoir ainsi influé son parcours personnel par la suite : historien, il a compris que l'histoire n'est pas seulement affaire de compréhension, mais aussi de responsabilité, et comme il l'a écrit lui-même très clairement :

« *L'ignorance du passé ne se borne pas à nuire à la connaissance du présent, elle compromet, dans le présent, l'action même.* »

Témoin de l'effondrement moral de l'armée, persuadé que le commandement a failli et que l'État français ne vaudra pas mieux, Marc Bloch est exclu de la fonction publique suite à la promulgation de la « *Loi portant statut des Juifs* » du 3 octobre 1940, avant d'être rétabli dans ses fonctions le 5 janvier 1941. Poussé à la retraite, il entre dans la Résistance en 1943 et devient rapidement l'un des chefs du mouvement Franc-Tireur pour la région lyonnaise. Arrêté le 8 mars 1944, torturé, il est exécuté sans jugement le 16 juin 1944 à Saint-Didier-de-Formans, achevant un parcours où l'historien, le soldat et le citoyen ne font qu'un.



Photo d'identité
de Marc Bloch, années 1930
© Arch. famille Bloch

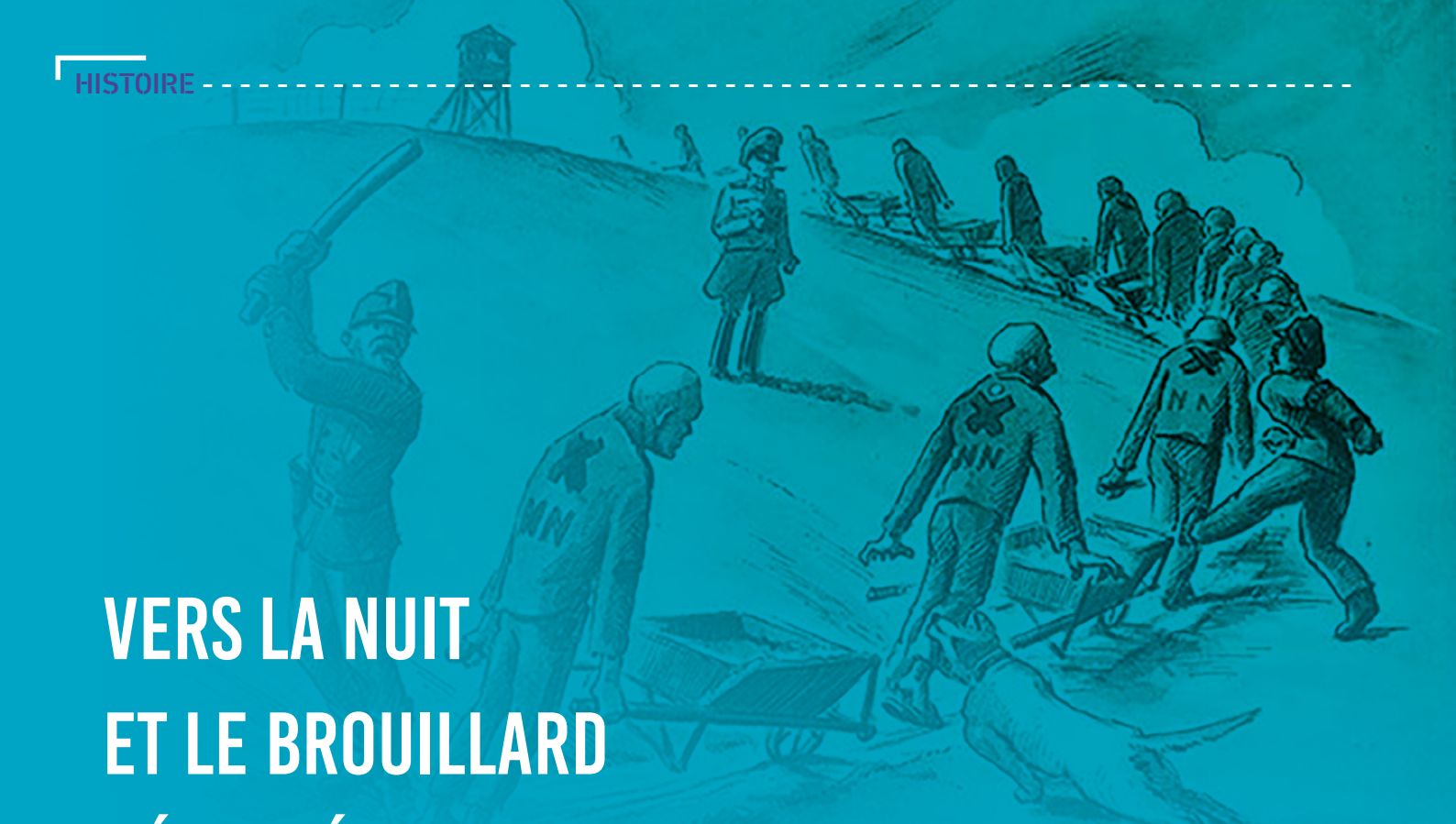
CONCLUSION

Dans ses dernières volontés rédigées en 1915, Marc Bloch demandait que seules ses citations militaires soient lues à ses obsèques, semblant souligner que son engagement patriotique n'a jamais été dissocié de son engagement intellectuel, et primait même sur lui à ses yeux.

Historien combattant profondément influencé par son vécu au cours des deux conflits mondiaux, par ce qu'il avait pu observer, analyser, souffrir, en particulier dans l'Aisne, c'est un symbole national qui est entré au Panthéon.

Son œuvre, née de ces expériences, reste d'une actualité brûlante : elle nous rappelle que les défaites ne sont pas seulement militaires, mais aussi intellectuelles et morales, et qu'il importe de les analyser dans le détail afin que les erreurs du passé éclairent le présent.

Aujourd'hui, alors que son nom a rejoint ceux des grandes figures du Panthéon, perpétuer sa mémoire, non pas comme un simple épisode de la Grande Histoire, mais comme l'exemple d'un homme qui a su lier la réflexion à l'action, est une leçon d'exigence.



VERS LA NUIT ET LE BROUILLARD DÉPORTÉS DE L'AISNE AU KL-NATZWEILER

16

En octobre 2026, et grâce au travail conjoint de l'Association des Amis du musée de Tergnier, de son président Benoît Guérin et du Département de l'Aisne, le musée de la Résistance et de la Déportation de l'Aisne à Tergnier va rouvrir ses portes. Modernisé, il se veut, plus que jamais, un hommage à celles et ceux qui, dans notre département, ont souffert de la barbarie nazie. Des hommes et des femmes persécutés, souvent torturés, puis internés, déportés, parfois assassinés, pour leur courage, pour leur différence, leurs convictions, l'inclination de leur cœur. Ils et elles ont tous en commun leur immense courage et notre devoir est de ne jamais oublier leur nom. Les lieux de leur souffrance résonnent pour toujours : Auschwitz, Dachau, Mauthausen, Buchenwald, Dora-Mittelbau, Sobibor. Parmi eux, le cas si particulier dans l'histoire française, celui qui restera dans les mémoires comme le Struthof mais qui, dans son histoire, aura toujours répondu à un autre nom : le KL-Natzweiler.

LE CAS PARTICULIER DU KL-NATZWEILER

Juin 1940. L'armée française, après une résistance courageuse notamment dans l'Aisne, finit d'être écrasée. Jusqu'au bout, elle aura combattu.

En cinq semaines, elle est vaincue et doit subir les volontés nazies. Parmi les conditions de l'armistice, l'Alsace et la Moselle, françaises depuis 1919, sont annexées de fait, en toute illégalité puisqu'aucun traité ne sera signé en bonne et due forme.

Contrairement à l'occupation que subira notamment l'Aisne, dans les départements annexés, la loi nazie est

appliquée dans sa presque totalité. Ainsi, dès septembre 1940, le régime nazi envisage la création d'un camp de concentration en Alsace pour l'exploitation d'une carrière de granit rose. Destiné au travail forcé, il a comme ses prédécesseurs (Dachau, Sachsenhausen...) une vocation avant tout économique : de la répression et de la souffrance doivent être retirés des profits, avant tout pour l'organisation de la SS qui gère le système concentrationnaire.

Situé à 800 mètres d'altitude, dans les Vosges, il diffère dès l'origine des autres

camps pour plusieurs raisons : à l'écart de toute ville importante, construit¹ entièrement par des déportés dès mai 1941 dans des conditions effroyables, il est le seul camp construit en pente, à flanc de montagne.

Cette situation en fait un camp à la sinistre réputation, dont le taux de mortalité s'avère très élevé² dès février 1942, où il est considéré comme pleinement fonctionnel. De fait, il deviendra également un camp qui se « spécialisera » de plus en plus dans l'internement de résistants et d'opposants politiques.

1 - Dachau, Sachsenhausen, Auschwitz | par exemple s'appuient tous sur des bâtiments préexistants.

2 - Il est important ici de dissocier les camps de concentration, qui sont des lieux de souffrance par le travail, des centres de mise à mort, parfois appelés camps d'extermination, qui visent à l'assassinat immédiat de ceux qui y sont envoyés. Tristement célèbre, le KL-Auschwitz est un cas unique de camp hybride regroupant ces deux missions, mais il en est le seul exemple dans la nébuleuse nazie.

3 - Kommando : Équipe de travail dans le système concentrationnaire

RENÉ « L'ABBÉ » RENARD, « AMI SI TU TOMBES... »

Né à Saint-Quentin en 1886, René Gustave Renard est le dernier fils d'une famille de six enfants. Il habite rue des Bouloirs, chez ses parents, jusqu'à son mariage en 1905. Ils déménagent tous les deux à Paris, dans le 3^e arrondissement en 1909, où ils auront quatre enfants. Tourneur sur métaux, il déménage au fur et à mesure que la famille s'agrandit pour un logement plus grand, au gré de l'emploi dans les usines de région parisienne. Sa famille nombreuse lui permet aussi d'être considéré en 1914 comme « soutien de famille nombreuse », et donc de ne pas être envoyé sur le front. Il occupera divers postes jusqu'en octobre 1915, mais toujours à Paris, loin des combats, avant d'être mis en disponibilité jusqu'à la démobilisation en 1919.

Entre 1929 et 1931 vont se jouer deux événements importants de sa vie : son divorce, puis son remariage, l'amènent à s'installer avec sa nouvelle femme à Montrouge. C'est au même moment qu'il adhère au Parti Communiste français (PCF), dont il devient un militant actif.

Dès la défaite en juin 1940, le PCF met en place trois organisations de résistance à l'occupation et au nazisme, dont l'Organisation spéciale (OS) à laquelle adhère d'emblée René Renard. Arrêté une première fois en juin 1941 et interné à Compiègne, il s'évade en juin 1942 et reprend contact avec les Francs-Tireurs et Partisans (FTP), organisation de la résistance communiste succédant entre autres à l'OS. Proche de Roger Linet, ouvrier métallurgiste comme lui et commandant au sein des FTP, il est nommé sous-officier et coordonne la création de groupes de résistance en région parisienne, le transport d'armes et la fabrication d'explosifs. Malheureusement, les FTP de région parisienne subissent une vague d'arrestations menée par la police française. Interrogé et torturé, René Renard est déporté sans procès aux côtés de Maurice Carré, résistant de Chauny, du Commandant Linet et de 53 autres résistants, le 11 juillet 1943 depuis la gare de l'Est vers le camp de Natzweiler.

Le convoi est exclusivement composé d'hommes, déportés pour faits de résistance. Il arrive en gare de Rothau, en Alsace, juste après un autre convoi de résistants néerlandais.

Immédiatement à son arrivée, il subit l'ascension en camion vers le camp. Une fois passé par la première enceinte, il est accueilli et brutalisé par un officier, puis plusieurs membres de la garnison SS. Conduit avec le reste du convoi vers la baraque crématoire située au bas du camp, nouvellement construite, il est déshabillé, rasé, désinfecté sans ménagement par d'autres déportés sous la supervision d'un gardien, avant de se voir remettre son uniforme rayé blanc et bleu. L'étape suivante, l'inscription administrative, est l'occasion pour la plupart des détenus du convoi, dont René Renard, de découvrir qu'ils sont des déportés particuliers : immatriculé 4492, il reçoit un triangle rouge, symbole des détenus politiques, et un carré de tissu blanc portant son matricule. Mais, surtout, le SS présent annonce qu'il est sous le coup du décret *Nacht und Nebel*, Nuit et Brouillard.

Depuis décembre 1941, pour faire face à l'augmentation des actes de résistance partout en Europe, il est décidé que tout prisonnier accusé d'actes hostiles envers l'occupant doit être soit condamné à mort, soit disparaître sans laisser de trace, « dans la nuit et le brouillard ».

Les déportations sous décret NN, sans procès, se multiplient en 1942, mais vont surtout culminer à l'été 1943, où l'ordre est donné de tous les rassembler dans le camp de Natzweiler, bien plus isolé que les autres. Interdits de sortir du camp, d'écrire ou de recevoir lettres et colis, considérés comme n'étant pas protégés par les conventions de La Haye, ils sont, en dehors des déportés raciaux (juifs, tsiganes...), les prisonniers les plus maltraités du camp, davantage victimes des exactions des SS et de l'acharnement du commandant. Les travaux les moins pénibles, notamment aux cuisines, leur sont notamment interdits. Les deux « N » sont peints dans le dos de René Renard afin que son statut soit visible en permanence. D'après le témoignage de Roger Linet, René Renard est envoyé travailler dès le lendemain au Kommando³ des brouettes, destiné à ramener des matériaux très lourds de la carrière, située à plusieurs centaines de mètres, au camp principal. Le 26 juillet 1943, après seulement 14 jours dans le camp, il est puni pour raison inconnue par un SS supervisant le travail. Il doit subir, dans la soirée, le chevalet de bastonnade.



Allongé à plat ventre sur le chevalet placé sur l'une des places d'appel du camp à l'heure de l'appel du soir, devant ses camarades, il reçoit un nombre indéterminé de coups de matraque. Vivant, mais gravement blessé à la fin du supplice, il est conduit à son baraquement en début de soirée. Son décès est constaté à 22h43, officiellement dû à une crise cardiaque. Il avait 57 ans.

LÉON ET MARCEL DELIGNY, «...UN AMI SORT DE L'OMBRE À TA PLACE. »

À l'été 1943, au moment même où René Renard meurt pour la liberté, deux hommes de la même famille rejoignent la Résistance : Léon et Marcel Deligny. Le premier, né en 1905, est manouvrier dans la construction. Le second, né en 1926, a à peine 17 ans. Tous les deux vivent dans le village de Wassigny, témoin de violents combats en mai 1940.

Wassigny dispose en effet d'une gare et d'une voie ferrée importante, entre Saint-Quentin, Valenciennes et Maubeuge. Proche de Guise, Wassigny abrite également un nombre important d'ouvriers et de cheminots proches du Parti Communiste français ce qui explique, à l'image de la région parisienne évoquée plus tôt, la constitution d'un maquis des FTP dans la forêt de Mennevret, toute proche de Wassigny.

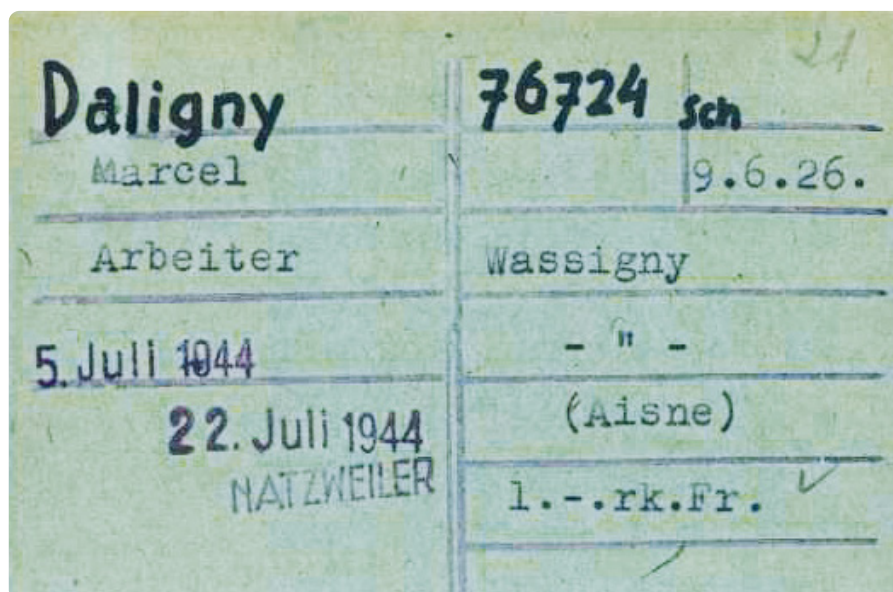
Ce maquis opère en zone interdite, c'est-à-dire dans un territoire où le retour des réfugiés est interdit, où les troupes allemandes disposent de pouvoirs étendus et qui est envisagé, à terme, comme un espace qui pourrait être rattaché à l'Allemagne. Les FTP ayant pleinement rejoint les Forces françaises de l'Intérieur sous l'autorité du général de Gaulle, Marcel et Léon Deligny renseignent et font de la propagande pour les alliés en collaboration avec la résistance belge de l'autre côté de la frontière, mais aussi tant bien que mal avec les autres réseaux de l'Aisne non communistes.

Contrairement à René Renard, c'est la Gestapo allemande qui, le 2 juin 1944, arrête une grande partie des résistants de Wassigny et de Mennevret : les trois frères Achille, Joseph et Léon Closset, René Bernoville, les frères Camille et Pierre Gossiaux, Edouard Hardelin, Marcel Leclère, Oscar Cosset, Marcel Hulin, Fernand Roy, et, enfin, Léon et Marcel Deligny, le plus jeune du groupe. Seul Marcel Closset, le quatrième et plus jeune des frères Closset, absent, échappe à l'arrestation. Interrogés par la Gestapo, Léon et Marcel Deligny sont conduits avec leurs camarades au camp d'internement de Compiègne-Royallieu en vue d'une déportation future.

Le Débarquement réussi des alliés en Normandie, s'il est porteur d'espoir de liberté et de victoire, entraîne, hélas, une aggravation de la répression en France occupée. L'armée allemande considère de nouveau, à l'été 1944, le territoire comme une zone de guerre, multipliant les massacres d'otages et de résistants, et précipitant les déportations, qui se font à un rythme effréné, dans des conditions de plus en plus dramatiques.

Ainsi, le 2 juillet 1944, Léon et Marcel Deligny ainsi que l'ensemble des résistants arrêtés le 2 juin à Wassigny, sont mis dans un train à destination du camp de concentration de Dachau. Ce convoi deviendra le tristement célèbre « convoi de la mort » : 2 152 hommes sont entassés à 100 par wagon, sans eau, sans soin et dans la chaleur étouffante de l'été. Lorsque le train s'arrête après seulement trois heures à Reims, une centaine d'entre eux sont déjà morts, asphyxiés ou victimes des violences entre déportés. Lorsque le convoi arrive enfin à Dachau, le 5 juillet, les survivants n'ont reçu ni nourriture, ni soins, et très peu d'eau. Les corps des morts n'ont, pour la plupart, pas été sortis des wagons. Au moins 536 détenus du convoi sont décédés durant le trajet, dont les trois frères Closset, les frères Gossiaux, Edouard Hardelin, René Bernoville et Marcel Leclère.

Les Deligny, bien que très affaiblis, ont survécu et sont emmenés à l'intérieur du camp et immatriculés comme détenus de Dachau : Léon sous le numéro 76723, Marcel sous le matricule 76724. Placés en quarantaine, ils ne restent pas au camp longtemps : dès le 22 juillet, ils sont envoyés au KL-Natzweiler... mais bien loin de l'Alsace.





Contrairement à l'idée commune, le système concentrationnaire ne regroupe pas une poignée de lieux de souffrance répartis sur l'ensemble du Reich, mais plusieurs milliers pour répondre toujours plus aux besoins des entreprises et à la recherche de profits de la SS. Les déportés, réduits en esclavage, sont bientôt amenés à travailler dans les usines, les mines et les champs en remplacement des hommes partis sur le front. Par souci de rentabilité, ils sont rapidement logés sur le lieu de travail et chaque lieu devient en soi un petit camp, qui dépend administrativement d'un camp principal. Le KL-Natzweiler compte ainsi 70 camps dits annexes à son apogée et la majorité des déportés n'ont jamais vu le camp principal.

19

Les infrastructures dans les camps annexes sont toujours plus précaires que dans le camp principal. De plus, avec le rapprochement des troupes alliées et le manque de marge de manœuvre, les conditions de vie et de travail empirent encore, faisant de la fin de l'année 1944 et du début de l'année 1945 la période la plus létale du système concentrationnaire.

Marcel et Léon Deligny sont affectés au camp annexe de Neckarelz I. Dans une ancienne carrière de gypse désaffectée, ils vont travailler au service de Daimler-Benz (aujourd'hui Mercedes-Benz) à la fabrication de moteurs d'avion, puis à l'extension de cette usine souterraine entraînant la création du camp de Neckarelz II. Ils y passeront plusieurs semaines, à vivre dans les galeries souterraines avant d'être entassés

avec leurs camarades dans une école désaffectée de Neckarelz (aujourd'hui Mosbach, Bade-Wurtemberg).

En septembre 1944, face à l'avancée alliée qui libère Paris, puis l'Aisne et qui s'approche de l'Alsace, le camp principal de Natzweiler est évacué. Le KL-Natzweiler devient ainsi, jusqu'en avril 1945, le seul camp de concentration qui va fonctionner sans camp principal. Désormais privé d'une infirmerie pour les soins les plus basiques et d'un crématoire pour faire disparaître les morts, les SS décident de concentrer morts et mourants dans un seul camp annexe, Vaihingen, qui devient en quelque sorte le mouloir du KL-Natzweiler.

Épuisé, Léon Deligny tombe malade. Il est conduit à Vaihingen où il meurt le 31 janvier 1945. Il avait 40 ans.

Plus jeune, Marcel résiste un peu plus longtemps, mais affamé, brutalisé, il est déclaré inapte au travail fin février 1945 et conduit à son tour à Vaihingen. Il meurt le 2 mars 1945 à 19 ans. Le 1^{er} avril 1945, la 1^{ère} armée française libère le général de Lattre de Tassigny découvre Vaihingen, le premier lieu qui révèle aux troupes françaises toute l'horreur du régime nazi.

À Mennevret se dresse aujourd'hui un monument, pour nous aider à nous souvenir des héros de Wassigny, Etreaux, Oisy, Aisonville-et-Bernoville, Hannapes, Petit-Verly, Grand-Verly, Grougis, Tupigny et Mennevret. Quarante-et-un noms y figurent, dont Léon et Marcel Deligny qui, comme René Renard, ont dû travailler jusqu'à la mort au sein d'un des lieux les plus sinistres de la machine de mort nazie.

DÉVORÉS PAR LA NUIT : LA MÉMOIRE DU GÉNOCIDE TZIGANE DE RETOUR SUR LE DEVANT DE LA SCÈNE

Entre 1933 et 1945, des centaines de milliers de Sinti, Romani, Gitans, Manouches, Nomades et Voyageurs, regroupés parfois sous le terme générique de tziganes, sont persécutés et souvent assassinés par le régime nazi et ses alliés. En France, cette persécution se poursuivra après la Libération. Après une reconnaissance tardive, la mémoire de ce génocide fait un retour dans l'actualité.

9 OCTOBRE 2025 - PALAIS BOURBON, PARIS

20

Il y a moins d'un an, un grand nombre de députés issus de différents partis de gauche et du centre appuient une proposition de loi pour instaurer une journée de commémoration du génocide tzigane. Votée peu après, cette loi fait du 2 août de chaque année une journée pour se souvenir des 300 000 à 500 000 tziganes victimes de la barbarie nazie et de ses alliés. Le 2 août 2026 a marqué la première édition de cette journée du souvenir nationale. Sortie d'un trop long oubli, cette mémoire est aussi celle des déportés axonais.

NUIT DU 2 AU 3 AOÛT 1944 - AUSCHWITZ-BIRKENAU

Quelques mois plus tôt, au mois de mai 1944, les SS reçoivent l'ordre de liquider le *Zigeunerlager*, ou camp des familles tziganes d'Auschwitz.

Instauré dès décembre 1942, ce camp regroupe des hommes, des femmes et des enfants déportés de toute l'Europe occupée. Parmi eux, au moins 4 000 citoyens français. Le nombre de déportés provenant de France est cependant bien plus élevé : un grand nombre d'immigrants majoritairement roumains ont été raflés par la Gestapo et la police française¹.

Au *Zigeunerlager*, ils et elles seront entassés dans des baraques insalubres très vite surpeuplées. Leur présence à Auschwitz II-Birkenau plutôt qu'à

Auschwitz I, situé 3 kilomètres plus loin, est malheureusement annonciatrice du sort qui les attend : contrairement au camp principal, Auschwitz II n'a pas pour vocation principale l'exploitation des déportés par le travail, mais leur mise à mort. Il est l'un des plus grands centres de mise à mort du III^e Reich et probablement le plus tristement célèbre d'entre eux.

Dès décembre 1942, les tziganes sont soumis à des sélections qui amènent à la chambre à gaz les plus fragiles, hommes, femmes et enfants. Le typhus, l'épuisement, les coups, les journées éreintantes font qu'à chaque sélection, de plus en plus de prisonniers du « camp des familles » sont assassinés. Enfin, en ce sinistre mois de mai 1944,

les SS entrent dans le « camp des familles » pour tuer tous ceux qui restent. Et là, l'extraordinaire se produit : armés de barres de fer, de pelles, de pioches et d'outils issus de leur travail dans les *Kommandos* alentour, les tziganes refusent de sortir du camp. Les SS battent alors en retraite. Les 3 000 hommes les plus aptes au travail sont ensuite déportés pour travailler à Auschwitz I.

Dans l'horrible nuit du 2 août, les 2 898 déportés restants dans le *Zigeunerlager*, principalement des malades, des femmes et des enfants, sont massacrés par balle ou dans les chambres à gaz. Le « camp des familles » n'existe plus et le 2 août devient le symbole de ce qui restera dans les mémoires comme le Porajmos².

1 - Tout comme les juifs de l'Aisne déportés et assassinés par le régime nazi avec la complicité de l'État Français, la majorité des tziganes de l'Aisne déportés sont originaires d'Europe de l'Est.

2 - Dévorer, en romani. Le terme définit le génocide des tziganes, comme « Shoah » pour les juifs



LE PORAJMOS DANS L'AISNE

Dès 1938, alors que la France n'est ni occupée, ni même en guerre, les « nomades » sont internés dans plusieurs camps dans toute la France. La police française rafle des gens pour les interner sans procès. La défaite de juin 1940 empire encore la situation. Sachant que le régime nazi persécute les populations tziganes allemandes depuis 1933, le régime de Vichy, tant par conviction que pour plaire à l'occupant, interdit le nomadisme et met en place des mesures discriminatoires sur le même modèle que celles imposées pour les Juifs.

En 1941, alors que l'occupant n'a encore rien demandé, entre 3 000 et 6 000 Tziganes sont arrêtés et internés dans des camps gérés par l'État français ou directement par les nazis, comme Royallieu (Oise). Comme pour les juifs, cette persécution touche principalement les étrangers.

En décembre 1942, Heinrich Himmler ordonne l'internement des tziganes au-delà des frontières du Reich, dans toute l'Europe occupée. Les tziganes français de l'Aisne sont alors envoyés à leur tour à Royallieu, puis vers Auschwitz. La plupart d'entre eux n'en reviendront pas.

LA LIBÉRATION ?

Si le camp de Royallieu est fermé dès août 1944, les Sinti, Romani, Gitans, Manouches, Yéniches et voyageurs qui n'ont pas été déportés et sont encore enfermés dans certains camps, par exemple Vénissieux (Rhône) ou Les Alliers (Charente), ont la mauvaise surprise de constater qu'ils ne sont pas libérés. Ils voient plutôt les Forces françaises de l'intérieur, issues de la lutte contre l'occupant, remplacer les policiers français et les SS dans la surveillance des camps. Les tziganes du camp des Alliers ne sont libérés que le 1^{er} juin 1946. Le Gouvernement provisoire de la Libération continue alors à appliquer une politique visant à « sédentariser » et à « socialiser » les tziganes.

En 2016, le Président de la République, François Hollande, reconnaît officiellement la responsabilité de l'État dans le Porajmos entre 1940 et 1946.

La journée du 2 août sera désormais, à n'en pas douter, une étape importante dans la médiatisation et la connaissance historique de ces victimes de l'intolérance, pour lesquelles se battent depuis des années de nombreuses associations de survivants et descendants.



AISNE TERRE DE MÉMOIRE : CEUX DE 40 À L'HONNEUR

Au printemps 1940, l'Aisne est, une nouvelle fois, traversé par la guerre. Du choc initial du 15 mai à la défense désespérée de la Marne, le département devient un front mouvant où se succèdent ruptures, résistances, replis, exploits individuels et sacrifices collectifs. En 2026, quatre nouvelles bornes « Aisne Terre de Mémoire » remettent en lumière cette séquence décisive : le passage de Philippe de Hauteclocque à Flavy-le-Martel ; la lutte de la 7^e division d'infanterie sur l'Ailette ; l'engagement du 23^e régiment de marche de volontaires étrangers à Missy-aux-Bois ; et l'ultime barrière de la Marne à Courtemont-Varennnes.



22

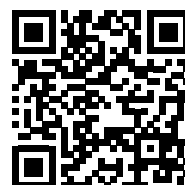
Ces nouvelles bornes s'inscrivent dans la politique patrimoniale du Département et dans la dynamique « Aisne Terre de Mémoire », réseau vivant valorisant l'histoire des femmes et des hommes qui ont fait l'histoire de l'Aisne au cours des conflits contemporains. Mais au-delà des lieux, c'est un même fil rouge qui se dessine cette année : celui d'hommes qui ont tenu, retardé l'ennemi, ou rejoint la lutte pour mieux la poursuivre.



AISNE
TERRE DE
MÉMOIRE

UN RÉSEAU, DES SAVOIRS, UNE MÉMOIRE PARTAGÉE

Depuis 2022, le Département déploie des bornes d'information mémorielles pour relier les lieux, les habitants et les visiteurs du Département autour d'un même patrimoine de mémoire. Plus d'une trentaine de bornes jalonnent aujourd'hui le territoire, adossées à un site internet mettant également à disposition de nombreuses ressources numériques et une cartographie des bornes.



FLAVY-LE-MARTEL : LE CAPITAINE DE HAUTECLOCQUE, UN AVENIR NOMMÉ LECLERC

Fin mai 1940, pris dans la nasse de Lille, le capitaine Philippe de Hauteclocque obtient l'autorisation de tenter sa chance à travers les lignes allemandes vers le sud. Déguisé en ouvrier, juché sur une bicyclette, il franchit les lignes, est contrôlé à Bohain-en-Vermandois, relâché, puis se mêle au flot des réfugiés. Le 3 juin, il gagne Jussy, traverse de nuit le canal à la nage et atteint Flavy-le-Martel, où une patrouille française l'identifie et le dirige vers le QG du général Frère à Chantilly : la lutte continue. Plus tard, devenu « Leclerc », il sera l'un des visages majeurs de la France Libre. À Flavy-le-Martel, une stèle rappelle ce passage et l'instant où un officier exténué rejoignit à nouveau les siens pour reprendre le combat. Ce parcours individuel s'inscrit dans la mémoire collective : chaque année, une cérémonie fleurit la stèle et rappelle la portée d'une évasion qui, dès juin 1940, annonce un engagement sans retour. La borne « Aisne Terre de Mémoire » de Flavy-le-Martel place ce lieu dans l'itinéraire départemental, au carrefour des récits personnels et de l'histoire nationale, aux côtés des autres jalons de la Seconde Guerre mondiale recensés sur la plateforme dédiée du Département.

LEUILLY-SOUS-BOUCY : LA 7^E DI DÉFEND LA VALLÉE DE L'AILETTE

Après le premier choc, le front français se rétablit fin mai 1940 sur l'Oise, l'Ailette et l'Aisne. La 7^e division d'infanterie (93^e, 102^e et 130^e RI, appuyés par des éléments d'artillerie, du génie et de reconnaissance) tient la vallée de l'Ailette, dans un dispositif continu. À l'aube du 5 juin, l'attaque allemande se déclenche avec l'appui massif de la Luftwaffe. Positions encerclées, infiltrations, contre-attaques locales : la division, malgré des pertes très lourdes, ralentit la progression ennemie, protège le repli des voisins, puis se bat encore sur l'Ourcq et la Marne, et ce « monument de l'épée » situé à Leuilly-sous-Coucy leur rend hommage ainsi qu'à leur courage. La plupart des usagers de la route départementale n°1 y voient souvent l'épée de Clovis, mais en réalité cette épée symbolise les forces françaises qui défendirent la vallée de l'Ailette, et le bloc de béton symboliquement fissuré représente les forces allemandes qui éprouvèrent de nombreuses pertes face aux Français avant de les submerger. Témoignage du caractère acharné de la défense française, ce monument inauguré le 28 mai 1950 est l'œuvre conjuguée des anciens combattants et des communes, soutenus par le Conseil général de l'Aisne. Dans cette continuité, cette nouvelle borne remplace ce monument emblématique dans son contexte et valorise l'ensemble des hommes qui ont combattu dans la vallée de l'Ailette en 1940.

MISSY-AUX-BOIS : LE SACRIFICE DES VOLONTAIRES ÉTRANGERS DU 23^E RMVE

Au cœur de la tourmente, des hommes venus d'ailleurs choisissent la France pour patrie d'adoption et pour cause à défendre. Le 23^e régiment de marche de volontaires étrangers (23^e RMVE) est l'un de ces « régiments ficelles » – appellation qui dit la pénurie d'équipements, mais non l'ardeur au combat. Composé de républicains espagnols, de Juifs d'Europe de l'Est, de Polonais et d'antifascistes de tout le continent, le 23^e RMVE est affecté à la 8^e DI début juin 1940 ; dans la nuit du 7 au 8 juin, il est jeté en urgence pour colmater les brèches au nord de Soissons, avant d'être engagé autour de Missy-aux-Bois et Saconin-et-Breuil. Faute de moyens, mais avec une ténacité exemplaire, ces volontaires retardent l'armée allemande, permettant au reste des troupes françaises d'organiser leur repli sur l'Ourcq. Le monument de Missy-aux-Bois perpétue ce sacrifice, et cette nouvelle borne « Aisne Terre de mémoire » permet de documenter davantage l'engagement de ces volontaires étrangers, de leur arrivée près de Villers-Cotterêts le 6 juin puis leur engagement les 7 et 8 juin dans le Soissonnais. Ainsi Missy-aux-Bois est replacé au cœur de la géographie des combats, tout en racontant les parcours d'exil et d'engagement de ces hommes tombés pour la défense de la France. À l'occasion de la cérémonie d'inauguration, les tombes du Médecin-lieutenant Lonjon et du légionnaire Antoniades ont également été restaurées par le Comité du Souvenir Français du Soissonnais.

COURTEMONT-VARENNES : LA MARNE, DERNIER REMPART AXONNAIS (10-11 JUIN 1940)

Quand la ligne Weygand cède, l'armée française se replie sur l'Ourcq puis la Marne. Du 10 au 11 juin 1940, la rivière devient le dernier obstacle sur le sol axonnais. Parmi les unités encore en état de se battre, la 20^e division d'infanterie prend position entre Mont-Saint-Père et Dormans. Les premières tentatives de franchissement par les troupes allemandes sont repoussées, mais la pression terrestre et aérienne, l'extension des infiltrations et la menace d'encerclement imposent le repli. Soixante-trois soldats français tomberont à Courtemont-Varennnes le 11 juin, la plus forte densité de pertes au combat dans tout ce secteur. Inhumés près du cimetière de l'église Saint-Denis, une plaque commémorative, dévoilée le 22 juin 2022 en présence des associations d'anciens combattants et les écoliers, leur rend hommage. Afin d'honorer ceux qui défendirent la Marne en 1940, la nouvelle borne « Aisne Terre de Mémoire » ancre désormais durablement ce souvenir local dans l'itinéraire départemental, reliant Courtemont-Varennnes aux autres points d'appui de la défense de la Marne.

En les reliant par un même fil conducteur – « les combats de 1940 dans l'Aisne » –, ces quatre nouvelles bornes donnent sens à des lieux parfois traversés sans être vus. Elles invitent à s'arrêter, à lire, à comparer cartes et paysages, à associer une stèle à des noms et des histoires. Elles disent la part de l'Aisne dans l'histoire nationale et l'importance d'une mémoire active, nourrie par les communes, les enseignants, les associations, les chercheurs et les familles. À Flavy-le-Martel, un officier harassé rejoint ses lignes ; sur l'Ailette, une division s'arc-boute ; à Missy-aux-Bois, des volontaires d'Europe affrontent l'épreuve ; à Courtemont-Varennnes, la Marne devient la dernière digue axonnaise. Quatre lieux, une même leçon : la liberté se défend, parfois mètre par mètre.

LA LIBÉRATION DE PARIS

« À HAUTEUR DE RUE »

Automitrailleuse M8 du 1^{er} régiment de marche de spahis marocains de la 2^e division blindée (DB) française en position près d'un carrefour avec des Forces françaises de l'intérieur (FFI).

24

Jeep américaine « Barney's Buggy » du major Arthur Barney Oldfield (1909-2003). Reporter, il couvrira la libération de Paris, de Château-Thierry puis de Soissons.



Les Parisiens devant le Grand Palais libéré.



Camion avec à son bord des FFI de la Police parisienne, au croisement de la rue des Lombards et de la rue Nicolas Flamel (4^e arr.). Plusieurs Axonais parmi les gardiens de la paix trouveront la mort lors de la Libération de Paris (Maurice Guinoiseaux d'Annois, René Fischer d'Anizy-le-Château et René Dupont de La Ferté-Chevresis).

Peu de temps après la reddition du général von Choltitz à l'hôtel Meurice, le colonel Louis Warabiot (1893-1963), chef de corps du 501^e régiment de chars de combat de la 2^e DB, tient à la main un poignard d'apparat comme prise de guerre.





Colonne de FFI d'Aubervilliers dans les rues de Paris.

Les collections départementales de l'Aisne assurent désormais la conservation des archives historiques de l'association des amis du musée de la résistance et de la déportation de l'Aisne.

En procédant à l'étude de ces archives, un fonds de 53 photographies inédites de la Libération de Paris, dont nous ignorons l'auteur, a été découvert.

Cet ensemble de photographies, prises au cœur de la journée du 25 août 1944, permet ainsi une relecture « par l'image » d'un événement souvent résumé par une suite d'images officielles avec la foule sur les Champs-Élysées et le discours de Charles de Gaulle à l'hôtel de ville. Voici donc une sélection « à hauteur de rue » de cette journée historique.



Groupe de soldats et d'officiers allemands prisonniers, escortés par les FFI.

LES AXONAIIS TOMBÉS DANS LA LIBÉRATION DE PARIS

Quelques Axonais participèrent aux combats de la Libération de Paris. Avant même le début de l'insurrection, Jean Véron d'Anizy-le-Château, fera partie des jeunes résistants abattus à la cascade du Bois du Boulogne le 16 août 1944. Au cours des combats d'autres tomberont : René Bachelet de Soissons, Jacques Hardy de Seraucourt-le-Grand, René Durupt d'Etampes-sur-Marne, Louis Godefroy de Charly-sur-Marne, Alfred Palacio de Saint-Quentin ou encore Gustave Baulin de Guise.

Le plus connu reste toutefois Raymond Caudrilliers, de La Fère. Cet ancien des groupes spéciaux de 14-18, déjà habitué des colonies correctionnelles étant jeune, était devenu acteur de seconds rôles sous le nom de Raymond Aimos et tourna dans plus de 400 films aux côtés de Pierre Fresnay, Pierre Brasseur ou encore Jean Gabin. Résistant de Libération-Nord à partir de 1941, il sera tué le 20 août 1944 à l'âge de 53 ans au cours d'une mission.



Char Sherman « Paris » du 12^e régiment de cuirassiers de la 2^e DB commandé par le capitaine Jean Compagnon sur les quais de Seine.



Char allemand Panther détruit sur un boulevard parisien.



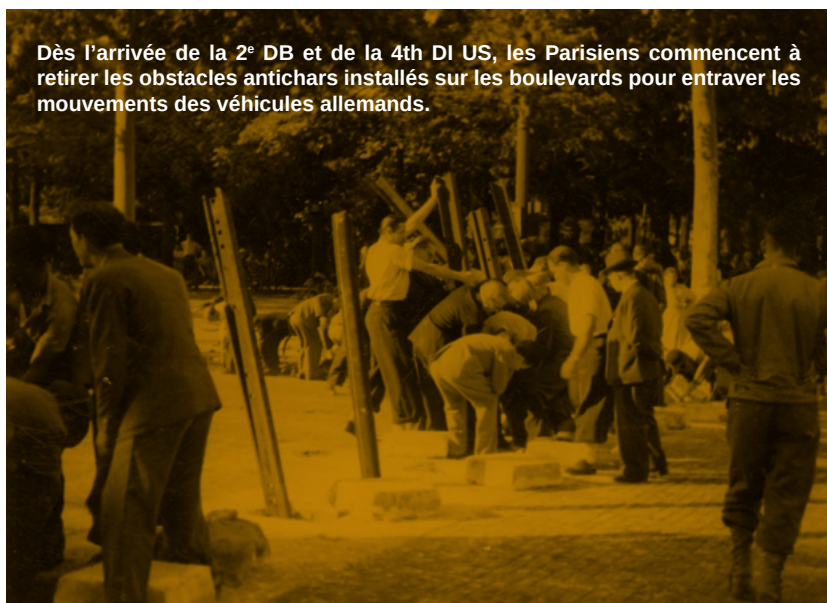
Char B1 bis récupéré par les Allemands et transformé en char lance-flammes, détruit devant l'église Saint-Paul-Saint-Louis (4^e arr.).



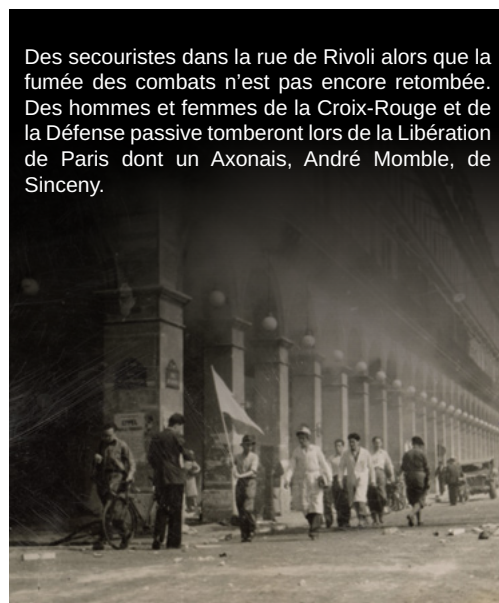
UN COUPLE D'AMOUREUX PRÈS DE L'HÔTEL DE VILLE EN ATTENDANT LE DISCOURS DE CHARLES DE GAULLE

27

Dès l'arrivée de la 2^e DB et de la 4th DI US, les Parisiens commencent à retirer les obstacles antichars installés sur les boulevards pour entraver les mouvements des véhicules allemands.



Des secouristes dans la rue de Rivoli alors que la fumée des combats n'est pas encore retombée. Des hommes et femmes de la Croix-Rouge et de la Défense passive tomberont lors de la Libération de Paris dont un Axonais, André Momble, de Sinceny.



Loin des représentations traditionnelles que l'on peut retrouver dans *Paris-brûle-t-il*, cet ensemble de photographies donne à voir une libération de Paris au cœur des rues, de la population civile, des résistants et des troupes alliées, mais où l'on devine pourtant en filigrane les différentes étapes de cette journée historique, de la reddition du général von Choltitz à l'hôtel Meurice jusqu'aux scènes de liesse populaire en fin de journée, pour conclure sur une photographie aussi belle que celle de Robert Doisneau.

L'ASSOCIATION DE PRÉSERVATION DE L'HISTOIRE DU BOA (BUREAU DES OPÉRATIONS AÉRIENNES)



Fondée en 2018 à Villers-sur-Fère (Aisne) par Armand Briffoteau et Aurélien Grenier à l'initiative de la famille de résistants Fortier, l'Association de préservation de l'Histoire du BOA (Bureau des Opérations Aériennes) se consacre à l'étude et à la recherche sur les liaisons clandestines de la Seconde Guerre mondiale. Rattaché au service Action du BCRA dirigé par le capitaine Bienvenue et le colonel Passy et commandé depuis Londres par le général de Gaulle, le BOA organisait les parachutages d'armes, de matériel et de fonds, le transport du courrier ainsi que l'infiltration et l'exfiltration d'agents et de figures politiques.

Aujourd'hui composée de plus de cinquante membres — tous descendants de résistants représentant l'ensemble de la chaîne opérationnelle, du terrain à la planification —, l'association s'appuie sur le soutien actif des familles, véritables piliers de sa dynamique. Elle leur apporte une aide précieuse pour déchiffrer les archives familiales et retracer le parcours de leurs aïeux, tout en œuvrant à la transmission de cette mémoire auprès des jeunes générations.

28

« La recherche dans ce domaine est plutôt délicate du fait du domaine secret de ces activités pendant la guerre, nous suivons les pistes à la manière d'enquêteurs, rassemblant archives et témoignages, essayant d'assembler les pièces de puzzle afin de reconstituer de la manière la plus exacte possible le travail des agents, l'organisation et l'évolution de ce service [...] Nous sommes constamment à la recherche d'éléments, de documents ou de témoignages. »

Aurélien GRENIER

Président de l'Association
de préservation de l'Histoire du BOA



AU-DELÀ DE SON ANCRAGE LOCAL

L'association déploie son action sur l'ensemble du territoire national et à l'international, mettant en lumière des lieux oubliés et des destins d'exception. Si elle érige des monuments, organise des commémorations et conseille jusqu'aux ambassades, son cœur de

métier demeure la recherche, l'étude et la conservation grâce à un important fonds d'archives privées. Reconnue pour son sérieux et son dynamisme, elle s'impose comme une référence incontournable pour honorer la mémoire des services secrets de la France

libre. Comme le souligne son président Aurélien Grenier, la préservation des documents et la compréhension fine du contexte historique sont essentielles pour transmettre aux générations actuelles les valeurs de courage et de sacrifice portées par ces héros de l'ombre.

GENS DE LA LUNE

Revue inédite sur la Résistance et les Missions-Action



REVUE HISTORIQUE « GENS DE LA LUNE »

« Gens de la Lune » était l'organe de communication interne de l'Association Amicale d'Entraide des Anciens Officiers chargés de Missions Action et de leurs collaborateurs recrutés en France, plus connue sous le diminutif « AMICALE ACTION ». Publiée de 1946 à 2002 à travers 305 numéros, la revue témoigne de la cohésion, de la solidarité d'après-guerre et de l'esprit de camaraderie qui unissaient ces hommes et ces femmes de l'ombre de la France combattante. Remplie de récits vécus, de témoignages inédits, de photographies d'agents et de comptes rendus d'événements, cette collection offre une immersion unique dans la mémoire des réseaux secrets.

29

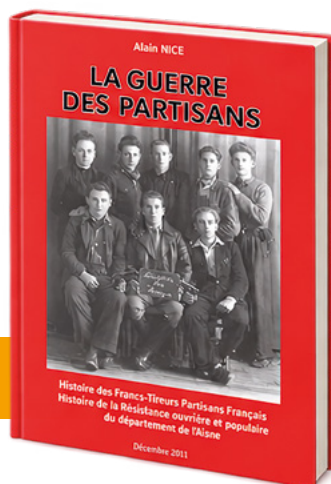
NAISSANCE DU PROJET

Constatant la rareté de ces documents et l'absence surprenante de fonds complets dans les institutions publiques, Alexis Rivière (fils du Compagnon de la Libération Paul Rivière) et Aurélien Grenier (président de l'Association de préservation de l'histoire du BOA) ont lancé en 2022 un vaste projet de reconstitution. Grâce à une synergie exemplaire entre les services d'archives publics, les musées de la Résistance et, surtout, le réseau privé des familles d'agents, plus de trois ans de recherches intensives ont permis de réunir 304 des 305 numéros édités. Ce travail remarquable permet aujourd'hui de préserver un patrimoine documentaire exceptionnel, l'association poursuivant sa quête pour retrouver l'ultime numéro manquant : le n° 30.



À LIRE • À DÉCOUVRIR

Une sélection d'ouvrages sur la Seconde Guerre mondiale
et la Résistance dans l'Aisne



LA GUERRE DES PARTISANS

Alain Nice

30

Histoire des Francs-Tireurs Partisans Français, de la Résistance ouvrière et populaire dans l'Aisne. Témoignages, archives et récits des combats menés dans le département.

30€

Autoédition
2011, 504 pages



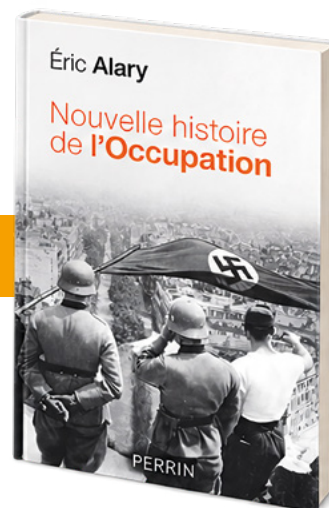
SIMONE VEIL

De l'Académie française

Des extraits de sa biographie qui éclairent son engagement contre l'oubli et pour la mémoire.
Un récit intime et inspirant.

6.40€

Éditions Le livre de Poche
2010, 192 pages



NOUVELLE HISTOIRE DE L'OCCUPATION

Éric Alary

Une synthèse claire et documentée sur l'Occupation en France, ses enjeux, ses acteurs et le quotidien des Français sous le joug allemand.

11€

Éditions Perrin
2024, 576 pages



BOUTIQUE DU MUSÉE

Plongez au cœur de l'histoire
avec notre sélection d'ouvrages,
d'objets et de souvenirs.

Livres, bandes dessinées, témoignages, jeux, peluches, objets de collection... il y en a pour tous les âges et pour tous les curieux !



MADELEINE, RÉSISTANTE

Jean-David Morvan
Dominique Bertail

En bande dessinée, le destin bouleversant de Madeleine Riffaud, jeune résistante dans le Vercors. Un récit fort, sensible et admirable.

25€

BD, Éditions Dupuis
2021, 128 pages



AISNE 1940, UN DÉPARTEMENT DANS LA TOURMENTE

Service Mémoire
Département de l'Aisne

Étude complète sur les événements de 1940 dans l'Aisne : contexte, combats, exode, témoignages et archives inédites.

7.90€

Autoédition Département
de l'Aisne
80 pages



SECONDE GUERRE MONDIALE LES RÉSISTANTES

Patricia Crété

Un ouvrage jeunesse pour découvrir le rôle essentiel des femmes dans la Résistance. Illustré et accessible dès 10 ans.

5€

Éditions Quelle Histoire
(Collectif)
2016, 40 pages



Une quarantaine de références soigneusement sélectionnées



Des ouvrages adaptés aux jeunes et aux adultes



Des objets de collection et souvenirs uniques



À TERGNIER

POUR EN SAVOIR PLUS :
WWW.MUSEERESISTANCE.AISNE.COM

OUVERTURE DU MUSÉE

10
10
26
TERGNIER



INFOS TARIFS
HORAIRES



MUSÉE

DE LA RÉSISTANCE ET DE LA
DÉPORTATION DE L'AISNE



RETROUVEZ LE PROGRAMME COMPLET SUR

WWW.MUSEERESISTANCE.AISNE.COM